



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

Liberté de la presse

Question au Gouvernement n° 1056

Texte de la question

### LIBERTÉ DE LA PRESSE

**Mme la présidente .** La parole est à M. Matthieu Bloch.

**M. Matthieu Bloch .** Les Français découvrent avec stupéfaction le projet d'instauration d'un label de fiabilité des médias réputés dignes de confiance défendu par l'Élysée. Le président de la République entend distinguer les bons médias des mauvais, en une dérive illibérale historique et grave.

Hier soir, dans le cadre de sa croisade cathodique, l'Élysée a publié une vidéo caricaturale, révélant surtout l'obsession du chef de l'État à l'égard des médias qui refusent de repeindre en rose le bilan exécrable des gouvernements macronistes : chaos sécuritaire et migratoire, isolement diplomatique, services publics affaiblis, soumission à Mme von der Leyen, faillites massives d'entreprises, disparition de notre souveraineté alimentaire, effondrement du pouvoir d'achat des Français, crise budgétaire et démocratique profonde. La Macronie en déliquescence cherche aujourd'hui à obtenir par un label officiel l'image que les faits ne lui ont jamais accordée.

Comment ne pas souligner l'incohérence d'un président qui, à l'international, se pose en défenseur de la liberté des peuples, tout en envisageant, en France, d'instaurer un mécanisme qui reprend des logiques du *Glavlit*, organe chargé de filtrer, de surveiller et de censurer l'information en Union soviétique ?

Sommes-nous prêts, sous couvert de lutter contre la désinformation, à créer une version française du ministère de la vérité décrit par George Orwell il y a soixante-quinze ans et tristement illustré par l'histoire ?

Monsieur le premier ministre, allez-vous renoncer à ce nouveau nutri-score macronien, dangereux pour la liberté et le pluralisme ? L'Élysée va-t-il retirer son tweet insultant une chaîne de télévision privée et présenter des excuses ? (*Applaudissements* sur les bancs des groupes UDR et RN.)

**Mme la présidente .** La parole est à Mme la ministre de la culture.

**Mme Rachida Dati, ministre de la culture .** Présenter des excuses, rien que ça ! Mais c'est vous qui insultez la démocratie et les institutions ! (*Applaudissements* sur les bancs des groupes EPR et Dem.) Vous parlez de dictature et d'autoritarisme, mais ne prenez pas vos rêves pour une réalité ! Nous en sommes loin.

Je pense avoir été claire, mais je vais le répéter encore plus clairement – et de façon très autoritaire (*Sourires*) : jamais le président de la République ou le gouvernement n'ont eu le projet, ou l'idée, de labelliser un média – jamais ! Je ne sais comment vous le dire : cela n'a jamais été notre projet. Peut-être est-ce le vôtre, ce n'est pas le nôtre. (*Exclamations* sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.) Telle est la réalité.

Quelle est la priorité du président de la République ? Avez-vous vu ce à quoi il s'intéressait ? Aux effets néfastes des réseaux sociaux et de certains contenus qui y sont diffusés sans aucun contrôle sur la santé et la santé

mentale de notre jeunesse. Êtes-vous pour ou contre la défense de notre jeunesse ? Je suis pour qu'on la défende cette jeunesse, qu'elle soit préservée de ces contenus fous et viraux dont la diffusion résulte parfois d'ingérences étrangères. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*) Là est le scandale. Vous devriez être avec nous, dénoncer ces contenus et défendre cette politique. En tout cas, jamais de labellisation de la part de l'État !

Certains groupes de presse ont souhaité la création d'une certification – est-ce à notre initiative ? – qui garantisse le respect d'une certaine déontologie. Cela vaut pour tous les médias traditionnels, qu'ils soient de droite ou de gauche. Nous devrions donc être ensemble pour défendre la liberté de la presse et garantir la protection de la déontologie des journalistes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. Matthieu Bloch.

**M. Matthieu Bloch** . Madame la ministre, la vidéo d'hier soir n'évoquait pas le contrôle des réseaux sociaux pour protéger la jeunesse, mais elle s'en prenait précisément à un média télévisuel. Ce n'est pas du tout notre propre projet que de labelliser les médias ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Matthieu Bloch](#)

**Circonscription** : Doubs (3<sup>e</sup> circonscription) - Union des droites pour la République

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1056

**Rubrique** : Presse et livres

**Ministère interrogé** : Culture

**Ministère attributaire** : Culture

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 3 décembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 décembre 2025